

Monsieur
Daniel Dorsainvil
Ministre de l'Economie et des Finances
Ministère de l'Economie et des Finances
Palais des Ministères
Port-au-Prince, Haïti

Ref. : Coopération Technique Non
Remboursable No. ATN/MD-11565-HA.
«Assistance Technique au Programme
National d'Alerte Précoce».

Monsieur le Ministre :

Cette lettre accord (ci-après dénommée l'«Accord») entre le République d'Haïti (ci-après dénommée le «Bénéficiaire») et la Banque Interaméricaine de Développement (ci-après dénommée la «Banque») en sa qualité d'Administrateur du Fond Multi-donateurs pour la prévention des catastrophes que nous soumettons à votre considération, a pour objet de formaliser les termes de l'octroi d'une coopération technique non remboursable au Bénéficiaire, jusqu'à concurrence du montant de un million de dollars des Etats-Unis d'Amérique (US\$1 000 000), ci-après dénommée la «Contribution», qui sera décaissée à charge du Fond Multi-donateurs pour la prévention des catastrophes, pour financer l'acquisition des services-conseils et des biens nécessaires à la réalisation du projet de coopération technique pour une assistance technique au programme national d'alerte précoce, ci-après dénommé le «Projet», décrit en Annexe Unique de cet Accord. A moins que cet Accord ne stipule le contraire, ci-après le terme «dollars» signifie la monnaie de change légale des Etats-Unis d'Amérique.

La Banque et le Bénéficiaire conviennent que :

Premièrement. Parties intégrantes de l'Accord. Cet Accord est composé d'une première partie, dénommée les «Conditions Spéciales» ; d'une seconde partie, dénommée les «Normes Générales» et de l'Annexe Unique qui lui est jointe. Dans l'Article 1 des Normes Générales, la primauté entre les parties sus-citées et l'Annexe est établie.

Deuxièmement. Organisme d'Exécution. L'Organisme d'Exécution de ce Projet sera le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural, ci-après dénommé l'«Organisme d'Exécution », ou « MARNDR ».

Troisièmement. Conditions préalables au premier décaissement. Le premier décaissement des ressources de la Contribution sera subordonné à la réalisation, à la satisfaction de la Banque, des conditions préalables stipulées dans l'Article 2 des Normes Générales.

Quatrièmement. Remboursement de dépenses imputables à la Contribution. Avec l'acceptation de la Banque, les ressources de la Contribution pourront être utilisées pour

rembourser des dépenses effectuées ou financer les dépenses effectuées au titre du Projet à compter du 9 avril 2009 et jusqu'à la date du présent Accord, pourvu qu'aient été remplies des conditions substantiellement analogues à celles fixées dans ce même instrument.

Cinquièmement. Délais. (a) Le délai d'exécution du Projet sera de dix-huit (18) mois, décomptés à partir de la date d'entrée en vigueur de cet Accord.

(b) Le délai pour le dernier décaissement des ressources de la Contribution sera de vingt quatre (24) mois, décomptés à partir de cette même date. Toute partie de la Contribution non utilisée durant ce délai sera annulée.

(c) Les délais indiqués ci-dessus et les autres établis dans ce Contrat pourront être prorogés, pour des raisons justifiées, avec le consentement écrit de la Banque.

Sixièmement. Coût total du Projet et ressources additionnelles. (a) Le coût total du Projet est estimé à la contre-valeur de un million deux cent mille dollars (US\$1.200.000).

(b) Un montant d'environ deux cent mille dollars (US\$200 000) à charge de l'opération 1642/SF-HA pourra être utilisé pour financer les activités décrites dans le tableau des coûts de l'Annexe Unique de cette Lettre-Accord.

Septièmement. Monnaies pour le décaissement. La Banque procédera au décaissement de la Contribution en dollars. La Banque, appliquant le taux de change indiqué dans l'Article 7 des Normes Générales, pourra convertir ces dites monnaies de change en d'autres monnaies, y compris en monnaie locale.

Huitièmement. Utilisation de la Contribution. Les ressources de la Contribution ne pourront être utilisées que pour le paiement des services conseils et l'acquisition des biens originaires des pays membres de la Banque.

Neuvièmement. Acquisition de biens et recrutement de consultants. (a) Les passations des marchés de biens et services connexes seront subordonnées aux dispositions établies dans le Document GN-2349-7 (Politiques de passation des marchés de travaux et biens financés par la Banque Interaméricaine de Développement), daté de Juillet 2006 (dorénavant dénommées les «Politiques de Passation des Marchés»), que l'Organisme d'Exécution déclare connaître.

(b) Le recrutement des consultants se fera conformément aux dispositions du Document GN-2350-7 (Politiques pour la sélection et le recrutement de consultants financés par la Banque Interaméricaine de Développement), daté de Juillet 2006 (dorénavant dénommées les «Politiques de Consultants»), que l'Organisme d'Exécution déclare connaître. Les méthodes de sélection indiquées dans les Politiques de Consultants pourront être utilisées pour l'engagement de consultants qui, d'après la Banque, réunissent les conditions établies dans les dites Politiques.

(c) Examen des décisions concernant les passations des marchés :

- (i) Planification des Passations des Marchés: Avant de lancer un appel d'offres pour l'octroi d'un contrat et avant de lancer une invitation aux soumissionnaires d'offres pour des services conseils, l'Organisme d'Exécution doit présenter à l'examen et à l'approbation par la Banque le Plan de Passation des Marchés proposé pour le Projet, conformément aux dispositions du paragraphe 1 des Politiques de Passation des Marchés et du paragraphe 1 des Politiques de Consultants. Ce Plan devra être actualisé annuellement pendant la période d'exécution du Projet et chaque version actualisée sera présentée à l'examen et à l'approbation de la Banque. Les passations des marchés des biens et des services de conseil seront réalisées d'après le Plan de Passation des Marchés approuvé par la Banque et les dispositions des paragraphes 1 ci-dessus indiquées.
- (ii) Examen préalable: Les passations des marchés effectuées pour ce Projet seront supervisées par la Banque de manière préalable (ex ante) d'après les dispositions des Politiques de Passation des Marchés.

Dixièmement. Rapport de Progrès et Rapport Final. (a) L'Organisme d'Exécution par le biais de l'unité d'exécution, préparera: (a) un plan initial de travail avec un chronogramme détaillé des activités; (b) des rapports de progrès trimestriels en utilisant un format de la Banque approuvé au préalable, détaillant les activités, les problèmes rencontrés et les solutions apportées, et un plan d'activités pour le prochain trimestre. Les rapports devraient contenir aussi des informations financières, incluant une vue d'ensemble des dépenses et des engagements à cette date et les pronostics pour la période d'exécution restante; et (c) un rapport final trois (3) mois après la fin du Projet détaillant sa méthodologie de développement, les leçons apprises et les recommandations.

Onzièmement. Evaluations. Les évaluations externes suivantes du Projet seront effectuées : une évaluation initiale une fois décaissées cinquante pour cent (50%) des ressources du Projet ; et une évaluation finale une fois décaissées quatre vingt dix pour cent (90%) du Projet. Ces évaluations incluront : (i) la conformité aux termes de référence pour l'assistance technique dans la composante 1 et 2 et (ii) les directives de politiques à être fournies par le Secrétariat Permanent pour la Gestion des Risques de Désastres à Port-au-Prince. Ces évaluations serviront comme intrant pour le Rapport final de Projet de la Banque.

Douzièmement. Disponibilité d'information. L'Organisme d'Exécution s'engage à communiquer à la Banque, par écrit, dans un délai de dix (10) jours ouvrables comptés à partir de la date de la signature du présent Accord, s'il considère que quelque partie de cet Accord est confidentielle ou sensible ou qu'elle peut heurter négativement les relations entre l'Organisme d'Exécution (les pays membres) et la Banque ou les clients du secteur privé et la Banque. Dans ce cas, l'Organisme d'Exécution s'engage à signaler les dispositions considérées comme telles. La Banque, en conformité avec sa politique de disponibilité d'information, mettra à disposition du public le texte du présent Accord, lorsque celui-ci aura été signé et entrera en vigueur, en excluant seulement l'information que l'Organisme d'Exécution aura identifiée comme confidentielle, sensible ou nuisible aux relations avec la Banque dans la forme prévue dans cette clause.

Treizièmement. **Communications.** Tous les avis, demandes, communications ou notifications que les parties doivent s'adresser en vertu du présent Accord seront présentés par écrit et seront considérés comme ayant été présentés au moment où le document correspondant sera remis à son destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous, à moins que les parties n'en conviennent autrement par écrit :

Pour le Bénéficiaire :

Adresse postale :

Ministère de l'Economie et des Finances
Palais des Ministères
Port-au-Prince
Haïti

Télécopie : (509) 299-1703/1705

Pour la Banque :

Adresse postale :

Banque Interaméricaine de Développement
1300 New York Avenue, N.W.
Washington, D.C. 20577
Etats-Unis d'Amérique

Télécopie : (202) 623-3096

Je vous saurais gré de signifier votre acceptation des termes du présent Accord, en tant que représentant du Bénéficiaire, par la signature et la transmission d'un des originaux aux bureaux de la Représentation de la Banque en Haïti.

Cet Accord est signé en deux (2) originaux d'égale teneur, par les représentants dûment autorisés à cette fin, et entrera en vigueur à la date de sa signature par le Bénéficiaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

/s/ Philippe Dewez

Philippe Dewez
Représentant de la Banque en Haïti

Accepté:

/s/ Daniel Dorsainvil

Daniel Dorsainvil
Ministre de l'Economie et des Finances

Date: 11 mai 2009

NORMES GÉNÉRALES APPLICABLES AUX COOPÉRATIONS TECHNIQUES NON REMBOURSABLES

Article 1. Application et portée des Normes Générales. (a) Ces Normes Générales et ses dispositions font partie intégrante de cet Accord et établissent les termes et conditions applicables en général à toutes les coopérations techniques non remboursables de la Banque. Toute exception à ces Normes Générales sera expressément indiquée dans le texte des Conditions Spéciales.

(b) Si une disposition quelconque des Conditions Spéciales ou des Annexes n'est pas en conformité avec ces Normes Générales ou les contredit, les dispositions des Conditions Spéciales ou de l'Annexe respective, prévaudront. Dans les cas de non conformité ou de contradiction entre les dispositions des Conditions Spéciales et de l'Annexe ou des Annexes respectives, le principe est que la disposition spécifique prévaudra sur la disposition générale.

Article 2. Conditions préalables au premier décaissement. (a) Le premier décaissement de la Contribution sera subordonné au fait que le Bénéficiaire, lui-même ou par le biais de l'Organisme d'Exécution, aura :

- (i) Désigné un ou plusieurs fonctionnaires habilité(s) à le représenter dans tous les actes relatifs à l'exécution de cet Accord et aura fait parvenir à la Banque des exemplaires authentifiés des signatures desdits représentants. Si deux (2) fonctionnaires ou plus sont désignés, il faudra spécifier si les mandatés peuvent agir séparément ou s'ils doivent le faire conjointement;
- (ii) Présenté une demande de décaissement, justifiée par écrit; et
- (iii) Présenté un chronogramme pour l'utilisation de l'Apport.

(b) Si dans les cent quatre-vingts (180) jours décomptés à partir de l'entrée en vigueur de l'Accord, ou dans un délai plus long que les parties arrêtent par écrit, les conditions préalables au premier décaissement établies dans cet Article et dans les Conditions Spéciales ne sont pas remplies, la Banque pourra mettre fin à cet Accord après notification au Bénéficiaire.

Article 3. Forme de décaissement de la Contribution. (a) La Banque procédera au décaissement de la Contribution en faveur du Bénéficiaire, par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution, dans la mesure où ce dernier le sollicite et justifie à la satisfaction de la Banque, les dépenses imputables à la Contribution.

(b) Sur demande du Bénéficiaire par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution, et sous respect des conditions établies dans le point (a) antérieur, dans l'Article 2 et dans les

Conditions Spéciales, la Banque pourra constituer un Fonds de roulement à charge de la Contribution, que le Bénéficiaire par le biais de l'Organisme d'Exécution, devra utiliser pour couvrir les dépenses du Programme imputables à la Contribution. Le Bénéficiaire, par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution et dans les soixante (60) jours qui suivent la fin de chaque semestre devra informer la Banque de l'état du fonds de roulement.

(c) La Banque pourra renouveler totalement ou partiellement le Fonds de roulement à mesure que les ressources sont utilisées si le Bénéficiaire, par le biais de l'Organisme d'Exécution, le demande ainsi et présente, à la satisfaction de la Banque, un détail des dépenses effectuées à charge du fonds, accompagné des pièces justificatives correspondantes et d'une justification de la demande. Le détail des dépenses devra être présenté en utilisant les catégories budgétaires indiquées dans l'Annexe A de cet Accord.

Article 4. Dépenses à charge de la Contribution. La Contribution sera exclusivement destinée à couvrir les catégories qui, à sa charge, sont établies dans le budget du Programme inclus dans l'Annexe A. Ne pourront être imputées à la Contribution que les dépenses réelles et directes effectuées pour l'exécution du Programme. Les dépenses indirectes ou services de fonctionnement général, non inclus dans le budget du Programme, ne pourront lui être imputés.

Article 5. Dernière demande de décaissement. L'Organisme d'Exécution devra présenter la dernière demande de décaissement de la Contribution accompagnée de la documentation justificative correspondante, à la satisfaction de la Banque, dans un délai de trente (30) jours au moins avant la date d'expiration du délai de décaissement établi dans les Conditions Spéciales de cet Accord ou de la prorogation convenue par écrit entre les parties.

Article 6. Suspension et Annulation des décaissements, et autres mesures. (a) La Banque pourra suspendre les décaissements ou annuler la partie non décaissée de la Contribution au cas où surgirait une des circonstances suivantes : (i) le non respect par le Bénéficiaire de quelque obligation stipulée dans le présent Accord; (ii) lorsqu'il y a suffisamment de preuve pour confirmer une constatation qu'un employé, agent, ou représentant de l'Emprunteur, de l'Organisme d'Exécution ou de l'Organisme Contractant a commis un acte de fraude ou de corruption lors d'une soumission d'offres, la négociation d'un contrat, ou l'exécution d'un contrat, et (iii) toute autre circonstance qui, de l'avis de la Banque, pourrait rendre improbable l'atteinte des objectifs du Programme. Auquel cas, la Banque le notifiera par écrit à l'Organisme d'Exécution afin qu'il expose son point de vue et dans un délai de trente (30) jours après la date de la communication adressée par la Banque.-Cette dernière pourra suspendre les décaissements ou annuler la partie non décaissée de la Contribution.

(b) En vertu des dispositions du paragraphe (a) ci-dessus, les parties conviennent que, en cas de changement institutionnel ou d'organisation de l'Organisme d'Exécution qui de l'avis de la Banque pourrait affecter la poursuite opportune des objectifs du Programme, la Banque révisera et évaluera les possibilités de poursuite des objectifs et, à sa discrétion, pourra suspendre, conditionner ou annuler les décaissements de la Contribution.

(c) La Banque pourra annuler la partie non décaissée du Financement destinée à l'acquisition de certains biens, travaux, services connexes ou de services de conseil, ou, au cas

où le Financement aurait déjà été décaissé, déclarer échue et payable la partie correspondante de celui-ci si, à un moment quelconque, elle détermine : (i) que cette acquisition ou ces activités ont été effectuées sans respecter les procédures prévues au Contrat, ou (ii) que les représentants de l’Emprunteur, de l’Organisme d’Exécution ou de l’Organisme Contractant se sont livrés à des actes de fraude ou corruption, que ce soit pendant la procédure de sélection du contractant, fournisseur, ou consultant, ou pendant la période de négociation ou d’exécution du contrat concerné, sans que, pour remédier à la situation, l’Emprunteur ou le Bénéficiaire ait pris, en temps opportun, des mesures appropriées, acceptables par la Banque et conformes aux garanties juridiques prévues par la législation du pays de l’Emprunteur ou du Bénéficiaire.

(d) Aux fins de l’alinéa précédent, les diverses activités qui constituent des actes de fraude et corruption sont définies comme suit : (i) L’*acte de corruption* se définit comme le fait d’offrir, de donner, de recevoir ou de solliciter directement ou indirectement quelque chose de valeur afin d’influencer sur les actes d’une autre partie; (ii) La *fraude* est un acte ou une omission, y compris une distorsion, qui, de façon délibéré ou par négligence grave, induit en erreur ou cherche à induire en erreur une partie afin de se procurer un avantage financier ou autre ou de se soustraire à une obligation; (iii) La *coercition* consiste à porter atteinte ou à nuire, ou à menacer de porter atteinte ou de nuire directement ou indirectement à une partie ou à un bien d’une partie afin d’influencer sur les actes de ladite partie, et (iv) La *collusion* est une entente entre deux parties ou plus conçue dans un but inapproprié, y compris influencer de façon inapproprié sur les actes d’une autre partie.

(e) Si la Banque, conformément à ses procédures administratives, apporte la preuve qu’une entreprise, une entité ou une personne soumissionnant pour un projet financé par la Banque ou participant à un tel projet, y compris, entre autres, les emprunteurs, les soumissionnaires, les fournisseurs, les entrepreneurs, les sous-traitants, les concessionnaires, les candidats, les consultants, les Organismes d’Exécution et les Organismes Contractants (incluant leurs dirigeants, employés et agents respectifs) ont commis un acte de fraude ou corruption, la Banque peut :

- (i) Décider de ne pas financer une proposition d’attribuer un marché ou un contrat pour la fourniture de biens, de travaux et de services de conseil financés par la Banque;
- (ii) Suspendre le décaissement du prêt tel que décrit à l’alinéa (a) ci-dessus s’il est établi à un moment quelconque que les preuves sont suffisantes pour confirmer une constatation qu’un employé, un agent, ou un représentant de l’Emprunteur, de l’Organisme d’Exécution ou de l’Organisme Contractant a commis un acte de fraude ou corruption;
- (iii) Annuler et/ou accélérer le paiement de la fraction du prêt ou du don alloué à un marché tel que décrit à l’alinéa (c) ci-dessus, lorsqu’il est prouvé que le représentant de l’Emprunteur n’a pas pris les mesures correctives nécessaires dans un délai jugé raisonnable par la Banque, et conformément aux garanties de procédure régulière prévues par la législation du pays de l’Emprunteur;

- (iv) Prononcer une réprimande sous la forme d'une lettre officielle désavouant le comportement de l'entreprise, de l'entité ou de la personne;
 - (v) Déclarer qu'une personne, une entité ou une entreprise est exclue, définitivement ou pour une période déterminée, de l'attribution de marchés dans le cadre de projets financés par la Banque, sauf dans des conditions que la Banque jugera appropriées;
 - (vi) Déférer l'affaire aux autorités chargées de veiller au respect de la loi; et/ou
 - (vii) Imposer d'autres sanctions qu'elle juge appropriées selon les circonstances, y compris des amendes correspondant au remboursement des frais engagés par la Banque pour les enquêtes et les procédures. De telles sanctions peuvent être imposées en sus ou au lieu d'autres sanctions.
- (f) L'imposition par la Banque de toute sanction mentionnée ci-dessus peut être rendue publique.
- (g) Les dispositions des alinéas (a) et (c) ci-dessus n'affecteront pas les montants imputables aux ressources de la Contribution que la Banque aura engagés spécifiquement par écrit, avec le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant, selon le cas, pour payer un fournisseur de biens et services ou de services de conseil. Toutefois, au cas où il est démontré qu'une ou plusieurs pratiques de fraude et corruption, telles que décrites à l'alinéa (d) ci-dessus, ont été menées lors de la sélection, négociation ou à l'exécution d'un contrat sur l'acquisition des mêmes biens et des services ou des services de conseil, la Banque pourra considérer les dispositions de l'alinéa (g) sans effets.

Article 7. Taux de change pour les programmes financés avec des fonds libellés en dollars. (a) Décaissements :

- (i) La contre-valeur en dollars d'autres monnaies de change dans lesquelles pourraient se faire les décaissements de la Contribution sera calculée en appliquant le taux de change en vigueur sur le marché à la date du décaissement; et
 - (ii) Dans les cas d'accords régionaux, la contre-valeur en dollars de la monnaie locale ou d'autres monnaies dans lesquelles pourraient se faire le décaissement, sera calculée en appliquant, à la date du décaissement, le taux de change prévu dans l'accord en vigueur entre la Banque et le Pays concerné aux fins de maintenir la valeur de cette monnaie ou de ces autres monnaies détenue(s) par la Banque.
- (b) Dépenses effectuées :
- (i) La contre-valeur en dollars d'une dépense effectuée en monnaie de change sera calculée en appliquant le taux de change en vigueur sur le marché à la date où s'est effectué le paiement de ladite dépense.

- (ii) Dans le cas de programmes régionaux, la contre-valeur en dollars d'une dépense effectuée en monnaie locale, ou en d'autres monnaies, sera calculée en appliquant, à la date à laquelle s'est effectué le paiement de ladite dépense, le taux de change prévu dans l'accord en vigueur entre la Banque et le pays concerné aux fins de maintenir la valeur de cette monnaie détenue par la Banque.
- (iii) Aux fins des points (i) et (ii) ci-dessus, il demeure entendu que la date de paiement de la dépense est celle à laquelle le Bénéficiaire, Organisme d'Exécution, ou toute autre personne physique ou morale habilitée à régler les dépenses, effectue le paiement en question au consultant, contractuel ou fournisseur.

Article 8. Taux de change pour les programmes financés avec des fonds constitués en monnaies de change autres que le dollar. (a) Décaissements. La Banque pourra convertir la monnaie décaissée à charge des ressources du fonds en fidéicomis indiqué dans les Conditions Spéciales :

- (i) En d'autres monnaies de change en appliquant le taux de change en vigueur sur le marché à la date de décaissement; ou
 - (ii) Dans les cas de programmes régionaux, en monnaie locale ou en d'autres monnaies, en appliquant, à la date du décaissement, la procédure suivante: (A) la contre-valeur de la monnaie du fonds en fidéicomis indiqué dans les Conditions Spéciales en dollars sera calculée en appliquant le taux de change en vigueur sur le marché; (B) ensuite, la contre-valeur de ces dollars sera calculée en monnaie locale ou en d'autres monnaies, en appliquant le taux de change prévu dans l'accord en vigueur entre la Banque et le pays concerné aux fins de maintenir la valeur de cette monnaie détenue par la Banque.
- (b) Dépenses effectuées :
- (i) La contre-valeur de la monnaie du fonds en fidéicomis indiqué dans les Conditions Spéciales, d'une dépense en monnaie de change, se calculera en appliquant le taux de change en vigueur sur le marché à la date de paiement de ladite dépense.
 - (ii) Dans les cas de programme régionaux, la contre-valeur en monnaie du fonds en fidéicomis indiqué dans les Conditions Spéciales, d'une dépense effectuée en monnaie locale ou autres monnaies, sera calculée de la manière suivante: (A) la contre-valeur en dollars de la dépense sera calculée en appliquant, à la date de règlement de ladite dépense, le taux de change prévu dans l'accord en vigueur entre la Banque et le pays concerné aux fins de maintenir la valeur en dollars de ladite monnaie locale détenue par la Banque; (B) Ensuite, la contre-valeur en monnaie du Fonds en

fidéicommiss indiqué dans les Conditions Spéciales du montant de la dépense en dollars sera calculée en appliquant le taux de change en vigueur sur le marché à la date à laquelle s'est effectué le règlement de ladite dépense.

- (iii) Aux fins des points (i) et (ii) antérieurs, il demeure entendu que la date de paiement de la dépense est celle à laquelle le Bénéficiaire, Organisme d'Exécution, ou toute autre personne physique ou morale habilitée à effectuer des paiements, aura payé le contractuel, Consultant ou fournisseur.

Article 9. Autres obligations contractuelles des Consultants. En plus des conditions spéciales incluses dans les Clauses Spéciales, dans les Annexes et dans les termes de référence mentionnés, l'Organisme d'Exécution convient que les contrats passés avec les Consultants établiront également les obligations de :

- (a) Fournir les éclaircissements ou détails que la Banque ou l'Organisme d'Exécution jugeront nécessaires sur les rapports que les consultants, de par les termes de référence de leurs contrats respectifs, ont l'obligation de présenter.

- (b) Soumettre à l'Organisme d'Exécution et à la Banque toute information supplémentaire qu'ils pourront raisonnablement demander concernant le déroulement de leurs travaux.

- (c) Dans le cas de consultants internationaux, travailler conjointement avec le personnel professionnel local affecté ou engagé par le Bénéficiaire pour participer à la réalisation du Programme, afin qu'à la fin du programme, ce personnel ait une formation technique et opérationnelle.

- (d) Céder à la Banque les droits d'auteur, brevets ou droit de propriété industrielle ou intellectuelle et, le cas échéant, les travaux et documents produits par les consultants dans le cadre de leurs contrats de consultant financés avec les ressources du Programme.

- (e) Nonobstant l'alinéa (d) ci-dessus, afin de diffuser les résultats du Programme, la Banque autorise le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, à exercer le droit d'usage des produits issus des services de Consultants financés avec les ressources du Programme, sans toutefois contrevenir à l'Article 15 des présentes Normes Générales.

Article 10. Acquisition de biens. (a) A charge de la Contribution et jusqu'à concurrence du montant destiné à cette fin dans le budget inclus dans l'Annexe A, l'Organisme d'Exécution pourra acquérir des biens prévus dans le Programme.

- (b) Quand les biens et services loués ou acquis pour le Programme, sont financés avec les ressources de l'Apport, le Bénéficiaire utilisera, dans la mesure du possible, des procédures permettant la participation de plusieurs soumissionnaires et portera une attention particulière aux aspects d'économie, d'efficacité et de modération des prix.

(c) Quand des sources de financement autres que les ressources de la Contribution ou de l'Apport sont utilisées, le Bénéficiaire pourra s'entendre avec le bailleur sur les procédures à suivre pour l'acquisition de biens et services. Cependant, sur demande de la Banque, le Bénéficiaire devra démontrer la rationalité tant du prix engagé ou payé pour l'acquisition dudit bien ou service que des conditions financières des crédits. De même, le Bénéficiaire devra démontrer que la qualité des biens satisfait aux exigences techniques du Programme.

(d) Durant l'exécution du Programme, les biens auxquels se réfère le point (a) ci-dessus seront utilisés exclusivement pour la réalisation du Programme.

(e) Les biens acquis ou loués pour le Programme seront entretenus convenablement, conformément aux normes techniques généralement acceptées et à leurs destinations.

Article 11. Etats financiers. (a) Au cas où le délai d'exécution du Programme est supérieur à un (1) an et où le montant de la Contribution est supérieur à la contre-valeur d'un million cinq cent mille dollars (US\$1.500.000) le Bénéficiaire s'engage à présenter à la satisfaction de la Banque, par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution :

- (i) Des Etats financiers annuels, et un état financier final, relatifs aux dépenses du Programme à charge de la Contribution et de l'Apport. Lesdits états financiers seront présentés après avoir été contresignés par un cabinet d'experts comptables indépendants jugés acceptables par la Banque et conformément aux conditions jugées satisfaisantes par la Banque.
- (ii) Les états financiers annuels devront être présentés dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date d'expiration de chaque année d'exécution, commençant avec l'exercice économique correspondant à l'année fiscale durant laquelle les décaissements de la Contribution auront commencé; et l'état financier final, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date du dernier décaissement de la Contribution, à l'exception des ressources nécessaires pour les services du cabinet d'experts comptables indépendant prévus dans le présent Article. Ces délais ne pourront être prorogés qu'avec le consentement écrit de la Banque.
- (iii) La Banque pourra suspendre les décaissements de la Contribution au cas où elle ne recevrait pas à sa satisfaction, les états financiers annuels dans les délais établis dans le point (ii) ci-dessus ou durant la prorogation desdits délais autorisés.

(b) Au cas où le délai d'exécution du Programme ne dépasse pas un (1) an, ou que le montant de la Contribution est égal ou inférieur à la contre-valeur de un million cinq cent mille dollars (US\$1.500.000), le Bénéficiaire, par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution, s'engage à présenter à la satisfaction de la Banque et dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date du dernier décaissement de la Contribution, à l'exception des ressources nécessaires pour

les services du cabinet d'experts comptables indépendant prévus dans le présent Article, un état financier relatif aux dépenses du Programme effectuées à la charge de la contribution et de l'Apport, contresigné par un cabinet d'experts comptables indépendants jugés acceptables par la Banque et conformément aux conditions jugées satisfaisantes par la Banque.

Article 12. Contrôle interne et registres. L'Emprunteur ou l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant, selon le cas, devra tenir un système approprié de contrôles comptables et administratifs internes. Le système comptable devra être organisé de manière à fournir la documentation nécessaire pour vérifier les transactions et faciliter la préparation en temps opportun des états financiers et rapports. Les registres du Programme devront être tenus pour une période minimum de trois (3) ans après la date du décaissement final de la Contribution de manière à (a) permettre d'identifier les sommes reçues des différentes sources; (b) consigner, conformément au catalogue de comptes que la Banque aura approuvé, les investissements du Programme financés tant au moyen de la Contribution que sur les autres ressources affectées à son exécution; (c) fournir les détails nécessaires pour permettre d'identifier les travaux effectués, biens acquis et les services contractés, ainsi que l'utilisation desdits travaux, biens et services; (d) comprendre dans tels documents l'information relative à la passation des marchés et l'exécution des contrats financés par la Banque y compris, entre autres, les appels d'offres, les appels d'offres globaux, les résumés, les évaluations, les contrats, la correspondance, le travail effectué et les ébauches, et les factures, y compris les documents relatifs au paiement de commissions, aux paiements aux agents, consultants et contractants, et (e) indiquer le coût des investissements pour chaque catégorie et le déroulement des travaux.

Article 13. Inspections. (a) La Banque pourra établir les procédures d'inspection qu'elle estime nécessaires pour garantir le déroulement satisfaisant du Projet.

(b) L'Emprunteur, l'Organisme d'Exécution et l'Organisme Contractant devront autoriser la Banque à inspecter à tout moment le Projet, l'équipement et le matériel et à examiner les registres et documents que la Banque juge utiles de connaître. Le personnel que la Banque enverra ou désignera comme enquêteur, agent, auditeur ou expert à cette fin devra pouvoir compter sur la totale collaboration des autorités concernées. Tous les coûts relatifs au transport, aux salaires et autres frais de ce personnel seront à la charge de la Banque.

(c) A la demande d'un représentant autorisé par la Banque, l'Emprunteur, l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant, selon le cas, fournira à la Banque tout document, y compris les documents relatifs à la passation des marchés de biens. De plus, l'Emprunteur, l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant devrait dans un délai jugé raisonnable, mettre leur personnel à la disposition de la Banque afin de répondre aux questions posées par le personnel de la Banque aux fins de procéder à l'examen et à l'audit de documents sus-mentionnés. L'Emprunteur, l'Organisme d'Exécution, ou l'Organisme Contractant, selon le cas, devra fournir les documents dans un délai jugé raisonnable ou présenter un affidavit incluant les raisons pour lesquelles un document n'est pas disponible ou ne sera pas fourni à la Banque.

(d) Si l'Emprunteur, l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant, selon le cas, ne se conforme pas à la demande de la Banque ou fait de quelque autre manière obstruction à une enquête de la Banque, la Banque, à sa seule discrétion, peut prendre toute mesure

appropriée contre l’Emprunteur, l’Organisme d’Exécution, ou l’Organisme Contractant, selon le cas.

Article 14. Autres engagements. Le Bénéficiaire, par l’intermédiaire de l’Organisme d’Exécution, devra:

(a) Fournir aux Consultants et aux experts locaux, les services de secrétariat, bureaux, articles de bureaux, communication, transport et tout autre appui logistique nécessaire à la réalisation de leur travail;

(b) Présenter à la Banque copie des rapports des Consultants et des observations correspondantes;

(c) Transmettre à la Banque toute information supplémentaire ou rapport juridique qu’elle pourra raisonnablement demander au sujet de la réalisation du Programme et de l’utilisation de la Contribution et de l’Apport; et

(d) Tenir le Représentant de la Banque dans le(s) pays concerné(s) informé sur tous les aspects du Programme.

Article 15. Publication de documents. Tout document à émettre sous le nom de la Banque ou en utilisant son logotype, que l’on désire publier en tant que partie d’un projet spécial, programme commun, travail de recherche ou toute autre activité financée avec les ressources du Programme, devra être préalablement approuvé par la Banque.

Article 16. Supervision sur le terrain. Sans préjudice de la supervision des travaux du Programme par l’Organisme d’Exécution, la Banque pourra réaliser la supervision du Programme sur le terrain, via sa Représentation dans le ou les pays par les fonctionnaires désignés à cet effet.

Article 17. Portée de l’engagement de la Banque. Il demeure entendu que l’octroi de la Contribution par la Banque n’implique aucun engagement de sa part à financer totalement ou partiellement un quelconque programme ou projet découlant directement ou indirectement de la réalisation du Programme.

Article 18. Arbitrage. Pour la résolution de tout différend qui pourrait résulter du présent Accord et qui ne pourrait être résolu par accord entre les parties, celles-ci se soumettent de façon inconditionnelle et irrévocable à la procédure et à la sentence du Tribunal arbitral visées ci-dessous:

(a) **Composition du Tribunal.** Le Tribunal arbitral sera composé de trois (3) membres qui seront désignés de la manière suivante: un membre par la Banque, un autre par le Bénéficiaire et un troisième, ci-après dénommé le «Tiers-arbitre», par accord direct entre les parties ou par l’intermédiaire des arbitres respectifs. Si les parties ou les arbitres ne se mettent pas d’accord sur la personne du Tiers-arbitre, ou si l’une des parties ne peut désigner d’arbitre, le Tiers-arbitre sera désigné à la demande de n’importe laquelle des parties par le Secrétaire

Général de l'Organisation des Etats Américains. Si l'une des parties ne désigne pas d'arbitre, celui-ci sera désigné par le Tiers-arbitre. Si l'un des arbitres désignés ou si le Tiers-arbitre ne veut pas ou ne peut pas s'acquitter ou continuer de s'acquitter de ses fonctions, il sera remplacé de la même façon que pour la désignation initiale. Le successeur remplira les mêmes fonctions et attributions que son prédécesseur.

(b) Engagement de la Procédure. Pour soumettre le différend à la procédure d'arbitrage, la partie requérante adressera à l'autre une communication écrite exposant la nature de la réclamation, la satisfaction ou la réparation exigée et le nom de l'arbitre qu'elle désigne. La partie qui aura reçu cette communication devra, dans un délai de quarante-cinq (45) jours, communiquer à la partie adverse le nom de la personne qu'elle désigne comme arbitre. Si, dans un délai de trente (30) jours à compter de la remise de la communication au requérant, les parties ne se sont pas mises d'accord sur la personne du Tiers-arbitre, n'importe laquelle d'entre elles pourra recourir au Secrétaire Général de l'Organisation des Etats Américains pour que celui-ci effectue la désignation.

(c) Convocation du Tribunal. Le Tribunal arbitral sera convoqué à Washington, District de Columbia, Etats-Unis d'Amérique, à la date que choisit le Tiers-arbitre, et, une fois convoqué, il se réunira aux dates que déterminera le Tribunal lui-même.

(d) Procédure.

- (i) Le Tribunal sera compétent pour connaître uniquement les points du différend. Il adoptera sa propre procédure et pourra de sa propre initiative, désigner les experts qu'il estime nécessaires. Dans tous les cas, il devra donner aux parties l'occasion de présenter leurs points de vue oralement.
- (ii) Le Tribunal jugera en équité, en se fondant sur les termes de l'Accord, et prononcera sa sentence même au cas où l'une des parties manquerait à son devoir de comparution ou de déposition.
- (iii) La sentence sera rendue par écrit et décidée par vote concordant de deux membres au moins du Tribunal; elle devra être rendue dans un délai approximatif de soixante (60) jours à compter de la date de la nomination du Tiers-arbitre, à moins que le Tribunal ne décide que pour des circonstances spéciales et imprévues ce délai doive être prorogé. La sentence sera notifiée aux parties par communication signée par deux membres au moins du Tribunal et devra être exécutée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de la notification. La sentence sera définitive et ne sera susceptible d'aucun appel.

(e) Frais. Les honoraires de chaque arbitre seront versés par la partie qui l'aura désigné et les honoraires du Tiers-arbitre seront pris en charge par les deux parties à part égale. Avant que le Tribunal ne se réunisse, les parties détermineront les honoraires des autres personnes qui, d'un commun accord, seront invitées à intervenir dans la procédure d'arbitrage. Si l'accord ne se produit pas en temps opportun, le Tribunal fixera lui-même la rémunération qui

serait raisonnable pour de telles personnes, compte tenu des circonstances. Chaque partie s'acquittera de ses propres frais au titre de la procédure, mais les frais du Tribunal seront pris en charge par les parties à part égale. Tout doute concernant la répartition des frais ou les modalités de paiement sera tranché par le Tribunal sans recours possible.

(f) Notifications. Toute notification relative à l'arbitrage ou à la sentence se fera sous la forme prévue dans le présent Accord. Les parties renoncent à toute autre forme de notification.

ANNEXE

LE PROJET

Assistance Technique au Programme National d'Alerte Précoce

I. Objectifs

- 1.01** L'objectif général du Projet est de fournir au pays la capacité d'identifier et de mieux se préparer à faire face aux menaces d'inondations, en mettant l'accent spécialement sur la réduction des pertes en vies humaines résultant de ces événements. En atteignant cet objectif, cette coopération technique contribuera à la mise en œuvre du Plan National de Gestion de Risques et de Désastres.
- 1.02** Les objectifs spécifiques du Projet sont (i) rendre la communauté capable de se préparer et de répondre aux inondations, et renforcer la capacité des institutions nationales pour une opération d'alerte précoce; et (ii) conscientiser davantage le public et l'informer davantage sur les risques d'inondations au niveau national.

II. Description

- 2.01** Pour atteindre ces objectifs, le Projet comprendra et financera les deux volets suivants :

Volet 1 Préparation de la Communauté et Réponse aux Inondations, et Renforcement Institutionnel National pour une Opération d'Alerte Précoce :

- 2.02** L'objectif de cette composante est de rendre la communauté capable de se préparer et de répondre aux inondations et de renforcer la capacité des institutions nationales pour une opération d'alerte précoce. Pour atteindre cet objectif, une firme de consultation sera engagée pour exécuter les activités suivantes :

- (i) **Préparation de la Communauté et Réponse aux Inondations.** Une firme de consultation sera engagée pour implanter un projet de préparation et de réponse de la communauté dans chacune des 66 communautés prioritaires identifiées dans la Composante 1 du Programme de Prêt avec un haut risque d'inondation. Les activités suivantes seront exécutées en utilisant des méthodes participatives ; (a) la préparation des cartes de risques au niveau de la communauté et l'évaluation de la vulnérabilité ; (b) le développement de Plans Communaux de Sauvegarde (PCS) qui incluent l'identification des routes d'évacuation et des plans de préparation en cas de désastre ; (c) la préparation de pamphlets,

dépliants et outils audio-visuels avec des messages d'alerte pour la vulgarisation ; (d) l'organisation et l'exécution de simulations pour l'évacuation en cas d'inondation dans chaque communauté, basées sur le système national d'alerte précoce et les PCSs à être développés ; et (e) des ateliers de travail pour conscientiser et faire connaître davantage les risques d'inondation. Les ateliers cibleront les résidents de la communauté et les organisations de protection civile locales, incluant les autorités locales.

La firme consultante préparera aussi un outil qui servira de guide et inclura : (a) les directives opérationnelles pour l'implantation des PCSs ; et (b) la méthodologie de développement des PCSs. Les directives consisteront en un paquet multimédia d'informations incluant une courte vidéo, une présentation en PowerPoint et un manuel non technique. Cet outil guide pourra être utilisé par le gouvernement pour reproduire la méthodologie de PCS dans d'autres communautés à l'avenir.

- (ii) **Renforcement Institutionnel National pour l'Opération d'Alerte Précoce.** Les activités suivantes seront exécutées par la même firme qui sera engagée pour les activités décrites à l'alinéa 2.3 (i); (a) développement de protocoles et d'un guide d'opérations pour la coordination inter agence au niveau national et local (comités locaux pour la protection civile, ONGs, Nations Unies et les agences européennes pour d'aide humanitaire), dans le cadre de la mise en œuvre du système d'alerte précoce et (b) la formation du personnel de la DPC et du MARNDR, incluant des exercices pour expérimenter le système et réviser son fonctionnement durant les inondations.

Les activités de renforcement institutionnel seront réalisées avec le support d'un Conseiller Technique, qui sera financé en utilisant les ressources du Programme de prêt, en vue de supporter les opérations et les exercices du système d'alerte précoce.

- 2.03** Cette composante correspond à la Composante 3 (préparation de la communauté et réponse à l'alerte précoce) et une partie de la Composante 4 (renforcement institutionnel pour la mise en œuvre du système d'alerte précoce aux inondations) du Programme de prêt initial.

Volet II Conscientisation Publique Nationale et Campagne d'Education :

- 2.04** L'objectif de cette composante est de conscientiser et d'informer davantage sur la préparation en cas de désastres et la réponse au niveau national. Pour atteindre cet objectif, une firme de consultation sera engagée pour réaliser une campagne publique nationale de conscientisation et d'éducation ayant pour but l'amélioration de la réponse de la population aux alertes précoces. Les activités

incluront le développement du matériel d'information de base, incluant des brochures et publications dans les journaux. Ce matériel sera distribué au niveau national, par le biais des médias et du réseau d'éducation publique, particulièrement dans les communautés à risque d'inondations. Une attention spéciale sera accordée à la publication de matériel en Créole et à la promotion de la participation des femmes.

- 2.05** Cette composante correspond à la Composante 5 (Campagne de conscientisation et d'éducation publiques) du Programme de prêt initial.

III. Coût total et plan de financement

- 3.01** Le cout total du Projet est estimé a US\$1 200 000 pour financer les catégories budgétaires de la manière suivante :

Tableau 1: Coût Résumé (US\$)				
Composantes	BID (MDPF)	Local	1642/SF-HA	Total
1. Préparation de la Communauté et Réponse aux Inondations, et Renforcement Institutionnel National pour l'Opération d'Alerte Précoce	850 000	0		850 000
2. Campagne de Conscientisation Publique et d'Education	150 000	0		150 000
3. Administration et Supervision			125 000	125 000
4. Audit & Evaluation			75 000	75 000
TOTAL	1 000 000	0	200 000	1 200 000

IV. Exécution :

- 4.01** Le MARNDR, par le biais de l'unité de coordination du PNAP (prêt 1642/SF-HA) sera l'agence d'exécution pour l'opération. Le MARNDR sera appuyé pendant le processus de mise en œuvre du Projet par le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT) à travers la DPC (agence de co-exécution).
- 4.02** La Coopération Technique aura la même unité d'exécution que le Programme de prêt, avec un Directeur Technique localisé au sein du MARNDR et dépendant du Ministre; ce directeur sera responsable de la coordination globale de la mise en œuvre du Projet et de l'administration du contrat avec la Banque. En outre, un Conseiller Technique financé à partir des ressources du Programme de prêt (1642/SF-HA) et localisé à la DPC, appuiera le MARNDR et la DPC/MICT dans la mise en œuvre journalière du Projet.
- 4.03** L'unité d'exécution procèdera à la passation des marchés et exécutera les procédures d'engagement pour la sélection compétitive de deux firmes de consultation en charge des Composantes 1 et 2 du Projet. Des paiements directs

aux entrepreneurs seront effectués par l'administration de la BID ; l'unité d'exécution sera seulement responsable de la gestion des ressources du prêt pour l'administration, l'audit et l'évaluation finale du Projet. Les termes de référence pour les deux firmes consultantes à être engagées par le biais de cette Projet ont été préparés par l'équipe du PNAP.